

## ANNEXE A : AVIS DÉTAILLÉ

### SUR UNE ACTION COLLECTIVE AUTORISÉE PAR LE TRIBUNAL

150-06-000007-138

Cet avis concerne l'action collective autorisée le **6 décembre 2016** par l'honorable Carl Lachance, J.C.S., contre 68 commissions scolaires, pour le compte des personnes faisant partie du groupe ci-après décrit :

« Toutes les personnes qui ont payé, à titre de parents, tuteurs ou ayants droit, pour leurs enfants inscrits à l'une des écoles relevant d'un des établissements des intimées, des frais pour des services éducatifs (...) et pour l'achat de manuels scolaires ou du matériel didactique obligatoires ou facultatifs requis pour l'enseignement des programmes d'études de l'éducation primaire et secondaire, de même que des frais pour des ressources bibliographiques et documentaires et ce, depuis l'année scolaire 2009-2010, sauf pour les dix (10) commissions scolaires énumérées au paragraphe 20. i., ii, iii, iv, v, vi, x, xii, xiii et xv, depuis l'année scolaire 2008-2009, jusqu'à la date du jugement et non visés par l'exception prévue à l'article 7 de la *Loi sur l'instruction publique* (L.R.Q., chapitre I-13.3), sous réserves de certaines particularités eu égard à la Commission scolaire des Samares pour lesquelles les précisions suivantes doivent être apportées :

- ◆ Concernant la Commission scolaire des Samares, tous les éléments ayant fait l'objet du désistement consigné dans un procès-verbal du 27 février 2012 dans le dossier 705-06-000005-109 de la Cour supérieure du district de Joliette seront exclus de la réclamation ; »

L'action ainsi autorisée est exercée dans le district de Chicoutimi.

Le statut de représentante pour l'exercice de cette action collective a été attribué à Mme **Daisy Marcil (la « Représentante »)**.

#### QUI EST MEMBRE?

Vous êtes membre du groupe qui exerce l'action collective si :

- Vous êtes une personne physique et vous êtes parent, tuteur ou ayant droit d'enfants inscrits à l'une des écoles relevant d'un des établissements des défenderesses;

et

- Vous avez payé des frais pour des services éducatifs ou pour l'achat de manuels scolaires ou du matériel didactique obligatoires ou facultatifs requis pour l'enseignement des programmes d'études de l'éducation primaire et secondaire, de même que des frais pour des ressources bibliographiques et documentaires et ce, depuis l'année scolaire 2009-2010;

Pour les commissions scolaires suivantes, depuis l'année scolaire 2008-2009 :

- Commission scolaire de la Capitale;
- Commission scolaire du Chemin-du-Roy;
- Commission scolaire des Découvreurs;
- Commission scolaire de l'Énergie;
- Commission scolaire De La Jonquière;
- Commission scolaire du Lac-St-Jean;
- Commission scolaire des Navigateurs;
- Commission scolaire du Pays-des-Bleuets;
- Commission scolaire des Premières-Seigneuries;
- Commission scolaire des Rives-du-Saguenay.

#### QUEL EST L'OBJET DE CETTE ACTION?

La demanderesse reproche aux 68 commissions scolaires défenderesses d'avoir autorisé et/ou permis à ses écoles de faire payer les parents, tuteurs ou ayants droit pour des services éducatifs et/ou de leur faire acquérir des manuels scolaires ainsi que du matériel didactique requis, obligatoires ou facultatifs, de même que des frais pour des ressources bibliographiques et documentaires, pour l'enseignement des programmes d'études qui, en vertu de la *Loi sur l'instruction publique*, doivent être fournis gratuitement.

La Cour supérieure devra décider si les commissions scolaires défenderesses ont été fautives et si les membres doivent être indemnisés.

Les principales questions qui seront traitées dans cette action sont les suivantes :

- Y a-t-il eu manquement par les défenderesses aux articles 3, 7, 220 et 230 de la *Loi sur l'instruction publique* ?
- Est-ce que les services éducatifs, les manuels scolaires et le matériel didactique requis, obligatoires ou facultatifs, de même que les ressources bibliographiques et documentaires pour l'enseignement des programmes d'études de

l'éducation primaire et secondaire doivent être fournis gratuitement par les défenderesses et les écoles aux élèves ?

- Est-ce que les frais pour la location d'équipements, les frais de surveillance au secondaire et les frais de sorties scolaires doivent être fournis gratuitement par les défenderesses et les écoles aux élèves ?
- Est-ce que les défenderesses ou un de ses conseils d'établissement ou un titulaire d'une fonction ou d'un emploi d'une des écoles relevant de leurs compétences et de leur juridiction, ont facturé des frais pour ces services et/ou pour la fourniture de ces manuels ou de ce matériel didactique ou en ont sollicité l'achat ?
- Est-ce que la demanderesse et les membres du groupe ont droit au remboursement de ces frais ?
- Est-ce que des manuels scolaires et du matériel didactique nécessaires aux apprentissages scolaires de l'élève sont décrits comme facultatifs alors qu'ils sont, en fait, obligatoires et requis, mais non fournis gratuitement par les défenderesses et ses écoles ?
- Y a-t-il un manquement aux articles 10 et 40 de la *Charte des droits et libertés de la personne* et discrimination concernant la gratuité de l'instruction publique, à savoir une distinction, exclusion ou préférence fondée sur la condition sociale et ayant pour effet de détruire ou de compromettre le droit à une pleine égalité dans la reconnaissance ou l'exercice du droit à la gratuité de l'instruction publique ?
- Est-ce que la demanderesse et les membres du groupe ont droit à des dommages-intérêts punitifs ?

Les conclusions recherchées par la demanderesse se résument comme suit :

- DÉCLARER les défenderesses responsables des pertes pécuniaires et dommages subis par la demanderesse et par chacun des membres du groupe ;
- CONDAMNER les défenderesses, sous réserves des particularités concernant la Commission scolaire des Samares à rembourser pour chacun des membres du groupe les frais payés pour des manuels scolaires requis, du matériel didactique requis pour l'enseignement des programmes d'études, les services éducatifs imposés aux parents, tuteurs ou ayants droit, de même que les frais payés pour des ressources bibliographiques et documentaires à compter de l'année scolaire 2009-2010.

Pour les commissions scolaires suivantes, depuis l'année scolaire 2008-2009 :

- Commission scolaire de la Capitale;
- Commission scolaire du Chemin-du-Roy;
- Commission scolaire des Découvreurs;
- Commission scolaire de l'Énergie;
- Commission scolaire De La Jonquière;
- Commission scolaire du Lac-St-Jean;
- Commission scolaire des Navigateurs;
- Commission scolaire du Pays-des-Bleuets;
- Commission scolaire des Premières-Seigneuries;
- Commission scolaire des Rives-du-Saguenay.

- CONDAMNER les défenderesses à payer l'intérêt au taux légal ainsi que l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du Code civil du Québec à compter de la date de signification de la présente requête ;
- ORDONNER aux défenderesses de cesser toutes les mesures de réclamation et/ou de recouvrement de ces frais réclamés des membres du groupe ;
- ORDONNER aux défenderesses de fournir gratuitement les services éducatifs, les manuels scolaires, le matériel didactique et tout autre document de même nature requis pour l'enseignement des programmes d'études conformément à la *Loi sur l'instruction publique*, de même que les ressources bibliographiques et documentaires ;
- CONDAMNER les défenderesses à payer pour chacun des membres du groupe un montant de 100 \$ à titre de dommages et intérêts punitifs ;
- DÉCLARER que les défenderesses ont fait défaut de respecter les dispositions des articles 10 et 40 de la *Charte des droits et libertés de la personne* ;

## QUELS SONT VOS DROITS?

### Pour participer à l'action collective

**Vous n'avez aucune démarche à entreprendre pour devenir membre de cette action.** Vous êtes automatiquement inclus dans ce groupe.

Tout membre faisant partie du groupe, qui ne s'en sera pas exclu au plus tard le **1<sup>er</sup> septembre 2017**, à 16h30, de la façon indiquée ci-dessous, sera lié par tout jugement et toute transaction/règlement à intervenir sur l'action collective.

Tout membre du groupe qui a déjà introduit une demande personnelle en justice ayant le même objet que l'action collective est réputé s'exclure du groupe s'il ne se désiste pas de sa demande personnelle avant l'expiration du délai d'exclusion ;

Un membre autre que la Représentante ne peut être tenu de payer les frais de justice de l'action collective si elle était rejetée.

**QUOI FAIRE POUR VOUS EXCLURE DE L'ACTION COLLECTIVE OU INTERVENIR À CELLE-CI**

Un membre peut s'exclure du groupe en complétant, avant l'expiration du délai d'exclusion, le formulaire d'exclusion électronique accessible à l'adresse <https://formulaireexclusion150-06-000007-138.org/>. La signature électronique attestera alors de la volonté du membre de s'exclure.

Le membre désirant s'exclure peut également le faire en imprimant et complétant le formulaire d'exclusion en sa version papier, également accessible au <https://formulaireexclusion150-06-000007-138.org/> et en transmettant copie dûment signée, par poste certifiée ou recommandée, au greffier de la Cour supérieure du district de Chicoutimi avant l'expiration du délai d'exclusion, à l'adresse suivante :

**Grefe civil de la Cour supérieure  
Palais de justice de Chicoutimi  
227, rue Racine Est  
Chicoutimi (Québec) G7H 7B4**

La date limite pour vous exclure est le **1<sup>er</sup> septembre 2017**, à 16h30.

Si vous vous excluez, vous ne pourrez obtenir de paiement si l'action collective est accueillie ou si un règlement intervient.

Un membre peut demander d'intervenir à l'action collective, et cette demande pourra être autorisée par la Cour si celle-ci est considérée utile au groupe;

**POUR EN SAVOIR DAVANTAGE SUR CETTE ACTION COLLECTIVE**

Pour toute information concernant cette action collective, vous pouvez communiquer avec les procureurs du groupe en leur laissant votre adresse courriel ou autre adresse.

Les avocats des membres et de la demanderesse sont :

Me Manon Lechasseur  
Me Yves Laperrière  
Aubin Côté, avocats  
1700, boul. Talbot, suite 310  
Chicoutimi (Québec) G7H 7Y1  
Téléphone : 418-543-0786  
Télécopieur : 418-543-9932  
Courriel: [mlechasseur@aubincoteavocats.ca](mailto:mlechasseur@aubincoteavocats.ca)  
Courriel: [ylaperriere@aubincoteavocats.ca](mailto:ylaperriere@aubincoteavocats.ca)

-et-

Me Lucien Bouchard  
Me Jean-Philippe Groleau  
Davies Ward Phillips & Vineberg, s.e.n.c.r.l., s.r.l./LLP  
1501, avenue McGill College Suite 2600  
Montréal (Québec) H3A 3N9  
Téléphone : 514-841-6400  
Télécopieur : 514-841-6499  
Courriel: [lbouchard@dwpv.com](mailto:lbouchard@dwpv.com)  
Courriel: [jpgroleau@dwpv.com](mailto:jpgroleau@dwpv.com)

Les avocats des défenderesses (toutes les commissions scolaires, à l'exception des cinq (5) commissions scolaires de l'Île de Montréal) sont :

Me Bernard Jacob  
Me Mélanie Charest  
Me Marie-Andrée Gagnon  
Morency, société d'avocats  
Édifice Le Delta 3  
2875, boul. Laurier, bureau 200  
Québec (Québec) G1V 2M2  
Téléphone : 418-651-9900  
Courriel: [mcharest@morencyavocats.com](mailto:mcharest@morencyavocats.com)

Les avocats des défenderesses cinq commissions scolaires de l'Île de Montréal sont :

Me Malaythip Phommasak  
Meagher Phommasak, avocates  
500, boul. Crémazie Est  
Montréal (Québec) H2P 1E7  
Téléphone : 514-384-1830  
Courriel: [malaythip.phommasak@cgtsim.qc.ca](mailto:malaythip.phommasak@cgtsim.qc.ca)

Les membres peuvent s'adresser à ces derniers pour toute question ou demande d'information.

Les membres peuvent également consulter le Registre central des actions collectives à l'adresse suivante :

[www.tribunaux.qc.ca](http://www.tribunaux.qc.ca)

**LA PUBLICATION DE CET AVIS A ÉTÉ ORDONNÉE PAR LE TRIBUNAL.**

## SCHEDULE A: DETAILED NOTICE

### CONCERNING A CLASS ACTION AUTHORIZED BY THE COURT 150-06-000007-138

This notice concerns the class action authorized by the Honourable Mr. Justice Carl Lachance of the Superior Court of Québec on **December 6, 2016** against 68 school boards, on behalf of persons forming part of the class described below:

“All persons who have paid, as parents, tutors, or assignees, for their children registered in one of the schools forming part of the educational institutions of the respondents, costs for education services (...) and for the purchase of textbooks or instructional material, mandatory or optional, required for the teaching of programs of studies of elementary and secondary education, as well as costs for reference and reading material, as of the 2009-2010 school year, but for the ten (10) school boards listed at paragraphs 20. i., ii, iii, iv, v, vi, x, xii, xiii, and xv as of the 2008-2009 school year, until the judgment date, that are not subject to the exception contemplated by section 7 of the *Education Act* (CQLR c I-13.3), subject to certain reservations with respect to the *Commission scolaire des Samares* for which the following clarifications should be made:

- ◆ With respect to the *Commission scolaire des Samares*, all of the matters that were the subject of the discontinuance recorded in the minutes of the hearing dated February 27, 2012 in the court record 705-06-000005-109 of the Superior Court of the district of Joliette will be excluded from the claim;”

This class action so authorized will be brought in the district of Chicoutimi.

Ms. Daisye Marcil has been appointed representative plaintiff for the class action (the “**Representative Plaintiff**”).

#### WHO IS A MEMBER?

You are a member of the class bringing the class action if:

- You are a natural person and you are the parent, tutor, or assignee of children registered in one of the schools forming part of the educational institutions of the defendants;

And

- You have paid the costs of education services or to purchase textbooks or instructional material, mandatory or optional, required for the teaching of programs of studies of elementary and secondary education, as well as costs for reference and reading material, as of the 2009-2010 school year;

For the following school boards, as of the 2008-2009 school year:

- *Commission scolaire de la Capitale*;
- *Commission scolaire du Chemin-du-Roy*;
- *Commission scolaire des Découvreurs*;
- *Commission scolaire de l'Énergie*;
- *Commission scolaire De La Jonquière*;
- *Commission scolaire du Lac-St-Jean*;
- *Commission scolaire des Navigateurs*;
- *Commission scolaire du Pays-des-Bleuets*;
- *Commission scolaire des Premières-Seigneuries*;
- *Commission scolaire des Rives-du-Saguenay*.

#### WHAT IS THIS CASE ABOUT?

The plaintiff claims that the 68 defendants school boards have authorized and/or allowed their educational institutions to require parents, tutors, or assignees to pay for education services and/or to require them to purchase textbooks and other instructional material, mandatory or optional, as well as costs for reference and reading material, required for the teaching of programs of studies that, pursuant to the *Education Act*, must be provided free of charge.

The Superior Court will be required to decide whether the defendant school boards were at fault and whether the members should be indemnified.

The principal questions to be decided in this action are the following:

- Was there a violation by the defendants of sections 3, 7, 220, and 230 of the *Education Act*?
- Must the education services, textbooks, and instructional material, mandatory or optional, as well as the reference and reading material required for the teaching of programs of studies of elementary and secondary education be provided free of charge by the defendants and the schools to students?

- Must the costs of equipment rental, supervision costs for secondary school, and the costs of field trips be provided free of charge by the defendants and the schools to students?
  - Did the defendants or one of their school governing boards, or an officer or employee of one of the schools within their oversight or jurisdiction, charge costs for these services and/or for the provision of these textbooks or instructional material or solicit the purchase thereof?
  - Are the plaintiff and the members of the class entitled to be reimbursed for these costs?
  - Are certain of the textbooks and instructional material necessary for the academic learning of a student described as optional, whereas they are, in fact, mandatory and required, but not provided free of charge by the defendants and their schools?
  - Is there a violation of sections 10 and 40 of the *Charter of Human Rights and Freedoms* and discrimination with respect to free public education, being a distinction, exclusion, or preference based on social condition and having the effect of nullifying or impairing the right to full and equal recognition or exercise of the right to free public education?
  - Are the plaintiff and the members of the class entitled to punitive damages?
- *Commission scolaire des Premières-Seigneuries*;
  - *Commission scolaire des Rives-du-Saguenay*.
  - CONDEMN the defendants to pay interest at the legal rate as well as the additional indemnity contemplated by article 1619 of the *Civil Code of Québec* from the date of service of the present motion;
  - ORDER the defendants to cease all measures to claim and/or recover these costs from members of the class;
  - ORDER the defendants to provide, free of charge, the education services, the textbooks, the instructional material, and any other document of like nature required for the teaching of programs of studies in accordance with the *Education Act*, as well as reference and reading material;
  - CONDEMN the defendants to pay for each of the members of the class an amount of \$100 as punitive damages;
  - DECLARE that the defendants failed to respect the requirements of articles 10 and 40 of the *Charter of Human Rights and Freedoms*;

The conclusions sought by the plaintiff may be summarized as follows:

- DECLARE the defendants liable for the pecuniary losses and damages suffered by the plaintiff and by each of the members of the class;
- CONDEMN the defendants, subject to the reservations concerning the *Commission scolaire des Samares*, to reimburse each of the members of the class for the costs paid for required textbooks, instructional material required for the teaching of programs of studies, the education services imposed on parents, tutors, or assignees, as well as the costs paid for reference and reading material, as of the 2009-2010 school year;

For the following school boards, as of the 2008-2009 school year:

- *Commission scolaire de la Capitale*;
- *Commission scolaire du Chemin-du-Roy*;
- *Commission scolaire des Découvreurs*;
- *Commission scolaire de l'Énergie*;
- *Commission scolaire De La Jonquière*;
- *Commission scolaire du Lac-St-Jean*;
- *Commission scolaire des Navigateurs*;
- *Commission scolaire du Pays-des-Bleuets*;

## WHAT ARE YOUR RIGHTS?

### To participate in the collective action

**You are not required to do anything in order to become a member of this class action.** You are automatically included in the class.

Any member of the class who is not excluded from the class at the latest on **September 1<sup>st</sup>, 2017** at 4:30 PM in the manner indicated below will be bound by any judgment rendered in the class action.

Any member of the class who has already introduced a personal action having the same subject matter as the class action is deemed to opt out of the class if he does not discontinue his personal action prior to the deadline for opting out of the class.

A member of the class other than the Representative Plaintiff cannot be required to pay the legal costs of the class action if the class action is dismissed.

## HOW TO OPT OUT OF THE CLASS ACTION OR INTERVENE

Any member of the class who wants to opt out may do it by completing the electronic Opting Out Form available at <https://formulaireexclusion150-06-000007-138.org/> before September 1<sup>st</sup>, 2017 at 4:30 PM. The electronic signature

will attest that the member is willing to opt out.

Any member of the class who wants to opt out may also print and fill the form available at <https://formulaireexclusion150-06-000007-138.org/>, duly sign it and send it by registered or certified mail to the clerk of the Superior Court of Québec in the district of Chicoutimi on or **before September 1<sup>st</sup>, 2017** at the following address:

**Greffe**  
**Cour supérieure du Québec**  
**Palais de justice de Chicoutimi**  
227 Racine Street East  
Chicoutimi (Québec) G7H 7B4

A class member may request to opt out of the class action before September 1<sup>st</sup>, 2017 at 4:30 PM.

If you opt out, you cannot obtain payment if the class action is granted or if the action is settled.

Any member of the class who is not excluded from the class will be bound by any judgment rendered in the class action.

**FOR MORE INFORMATION ABOUT THIS CLASS ACTION**

For information concerning this class action, you can contact counsel for the class by providing them with your e-mail address or other address.

Counsel for the members and the plaintiff are:

Me Manon Lechasseur  
Me Yves Laperrière  
Aubin Côté, avocats  
1700 Talbot Blvd., Suite 310  
Chicoutimi (Québec) G7H 7Y1  
Telephone: 418-543-0786  
Fax: 418-543-9932  
E-mail: [mlechasseur@aubincoteavocats.ca](mailto:mlechasseur@aubincoteavocats.ca)  
E-mail: [ylaperriere@aubincoteavocats.ca](mailto:ylaperriere@aubincoteavocats.ca)

-et-

Me Lucien Bouchard  
Me Jean-Philippe Groleau  
Davies Ward Phillips & Vineberg, s.e.n.c.r.l., s.r.l./LLP  
1501 McGill College Avenue, Suite 2600  
Montréal (Québec) H3A 3N9  
Telephone: 514-841-6400  
Fax: 514-841-6499  
E-mail: [lbouchard@dwpv.com](mailto:lbouchard@dwpv.com)  
E-mail: [jpgroleau@dwpv.com](mailto:jpgroleau@dwpv.com)

Counsel for the defendants (all of the school boards except for the 5 school boards on the Island of Montréal) are:

Me Bernard Jacob  
Me Mélanie Charest  
Me Marie-Andrée Gagnon  
Morency, société d'avocats  
Édifrice Le Delta 3  
2875 Laurier Blvd., Office 200  
Québec (Québec) G1V 2M2  
Telephone: 418-651-9900  
E-mail: [mcharest@morencyavocats.com](mailto:mcharest@morencyavocats.com)

Counsel for the defendants (the 5 school boards on the Island of Montréal) are:

Me Malaythip Phommasak  
Meagher Phommasak, avocates  
500 Crémazie Blvd. East  
Montréal (Québec) H2P 1E7  
Telephone: 514-384-1830  
E-mail: [malaythip.phommasak@cgtsim.qc.ca](mailto:malaythip.phommasak@cgtsim.qc.ca)

Members can communicate with the above-mentioned persons for any question or request for information.

Class members may also consult the central registry of class actions at the following address:

[www.tribunaux.qc.ca](http://www.tribunaux.qc.ca)

**THE PUBLICATION OF THIS NOTICE HAS BEEN ORDERED BY THE COURT.**